

## Parti communiste français

commission nationale  
*Agriculture Pêche Forêt*  
responsable

Xavier Compain  
membre du Conseil national

comité de rédaction

Monique Biron  
Éric Coquard  
Serge Lépine



MARS 2012

## RETRAITES AGRICOLES DE LA MOBILISATIONS 2010 JUSQU'AUX URNES EN AVRIL ET JUIN 2012

La réforme des retraites en 2010 du gouvernement Sarkozy a profondément déçu les retraités agricoles à qui le président-candidat avait pourtant promis monts et merveilles. Ce dernier et sa majorité parlementaire sont restés sourds aux principales revendications des retraités agricoles malgré leurs puissantes et diverses mobilisations (manifestations, rédaction des cahiers de doléance, pétitions, etc.). En mai 2010, nous avons consacré un numéro de *TerreMer* aux problématiques des retraites agricoles. La situation de la plupart d'entre eux est et reste toujours scandaleuse. En témoignage, dans ce numéro, un texte du député communiste André Chassaing, l'interview de Guy Soulage.

À l'occasion de la campagne présidentielle et législative en cours, les retraités avec leurs syndicats, associations ont interpellé le Front de gauche sur les mesures qu'il prendrait pour régler leur indigne condition de vie. Comment y répondre? Contrairement aux discours et pratiques politiques anti-sociales de la droite, qui condamnent des retraités à vivre sous le seuil de pauvreté, le Front de Gauche porte l'ambition d'une politique sociale axée sur la satisfaction des besoins humains et la justice sociale. Il en a fait une des propositions majeures de son programme populaire, à savoir partager les richesses et abolir l'insécurité sociale. Oui, la justice sociale exige que ceux et celles qui, par un travail difficile, ont largement contribué à ce que l'agriculture assure la sécurité alimentaire de notre pays, reçoivent une retraite décente, dans le cadre de l'indispensable redistribution des revenus. Aujourd'hui, un meilleur pouvoir d'achat contribuerait par ailleurs très positivement à la croissance de l'activité économique dont notre pays a besoin. En ce sens, le Front de gauche s'engage à ce que le niveau des retraites des paysans, quel qu'ait été leur statut en cours de carrière (chef d'exploitation, conjoint, aide familial, cotisant solidaire) soit porté à hauteur de 1000 euros mensuel, soit environ 85% du SMIC pour une carrière complète.

À la question de la pérennité du financement du régime agricole, une réponse globale s'impose. Il faut stopper la perte des emplois dans l'agriculture, en donnant la priorité au renouvellement des générations par l'installation de jeunes agriculteurs. Il est nécessaire de mettre sur pied une plus juste contribution solidaire des agriculteurs eux-mêmes, comme il est urgent d'élargir à la contribution, les revenus du capital, de l'agroalimentaire, des banques et de la grande distribution. Ces propositions spécifiques conjuguées à d'autres mesures sociales permettront d'améliorer considérablement la situation des agriculteurs et des retraités agricoles. Le programme du Front de Gauche prévoit lui le rétablissement du droit à la retraite à 60 ans à taux plein, à 75% du salaire de référence, avec la prise en compte de la pénibilité de professions particulières donnant droit à des départs anticipés. D'autres dispositions, telle la fin des fermetures et démantèlement des hôpitaux, le remboursement à 100% des dépenses de santé couvertes par la Sécurité sociale en y incluant les lunettes et soins dentaires, la reconnaissance d'un droit universel à la prise en charge de la perte d'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, la reconstruction et le développement d'un service public de Santé basé sur la proximité et la qualité des soins incluant la totale implication des personnels, élus et citoyens, seront facteur d'équité et de dignité pour les principaux acteurs ruraux que sont les paysans et paysannes.

L'heure des solutions concrètes a sonné pour les légitimes aspirations des retraités agricoles. Leur révolte retentira jusqu'aux urnes en avril et juin 2012.

Xavier Compain

### ATELIERS LÉGISLATIFS

jeudi 12 avril  
à partir de 18 heures  
à Allasac en Corrèze

### AGRICULTURE : SORTIR DES PESTICIDES

*Quelles alternatives,  
quelles propositions  
législatives?*

### P A R O L E S

Puisque ce gouvernement, totalement désavoué, refuse toujours d'entendre l'appel des 3 millions de personnes qui arpentaient les rues le 7 septembre dernier, la mobilisation doit être amplifiée.

Pierre Laurent  
le 10 septembre 2010  
après la présentation du projet de réforme 2010 des retraites

### Pages suivantes

Retraites agricoles ;  
le droit de survivre ? 2

Interview de Guy Soulage  
vice-président de l'ANRAF  
président de l'ADRA 3

Actualité - Agenda 4

site : [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)  
webtv : [alternatv.fr](http://alternatv.fr)

collaborateur  
Jean Youdom - [jyoudom@pcf.fr](mailto:jyoudom@pcf.fr)

contact  
Sylvie Simonin - [ssimonin@pcf.fr](mailto:ssimonin@pcf.fr)



## RETRAITES AGRICOLES le droit de survivre ?

Ont-ils seulement le droit de survivre? C'est à cette question qu'il nous faut répondre. Car les anciens agriculteurs et leurs familles, et tout particulièrement les femmes d'anciens exploitants, figurent parmi les plus faibles niveaux de vie nationaux. Tout le monde le sait, tout le monde s'en émeut l'espace de la période électorale... pour s'en désintéresser lamentablement quelques mois plus tard. Le diagnostic, partagé, est on ne peut plus clair: le niveau moyen des retraites paysannes est aujourd'hui de 400 euros par mois, très en dessous des 959 euros du seuil de pauvreté.

Les Germaine, les Marie, les Pierre... je les rencontre chaque semaine sur le territoire du Livradois-Forez. Derrière leurs visages, leur gentillesse, leur attention pour les mots de réconfort, je sais qu'il y a une souffrance, celle de continuer à vivre, avec les difficultés de l'âge, dans une pauvreté de plus en plus pesante et l'angoisse de la dépendance aux enfants, amplifiée par la perspective de financer la maison de retraite.

Cette injustice, rendue invisible par une société où l'humain est rejeté, ou cachée par dignité par ceux qui ont servi toute leur vie à nourrir le pays, me révolte. Et je me pose toujours cette question : est-ce parce que ces hommes et ces femmes ont le courage d'affronter avec dignité la vieillesse dans l'isolement, avec des services publics toujours plus éloignés d'eux, qu'il est si facile de prolonger leur attente et leur détresse ?

Je sais aussi que beaucoup d'entre eux luttent déjà contre cette injustice qui a trop duré, comme les militant-e-s ou

sympathisant-e-s de l'ANRAF, dont le combat pour des pensions de retraite dignes pour tous a été exemplaire ces dernières années.

Le président de la République a eu beau jeu de verser des larmes de crocodile en 2007 sur le caractère « indigne » du niveau de leurs pensions. En cinq ans, son gouvernement et sa majorité leur auront en tout et pour tout octroyé 30 euros de revalorisation moyenne. Et voilà qu'il s'apprête, avec la hausse de la TVA à 21,2 %, à leur reprendre plus qu'il ne leur a donné. Ce dernier coup de force, imposé aux plus pauvres, est symbolique du mépris affiché pour l'humain.

Face à tant d'injustices, pour nos aînés, pour ces milliers de femmes souvent seules, au courage du quotidien, il faut des réponses claires. Oui, nous devons leur assurer dès demain une vie meilleure avec une retraite qui ne soit pas inférieure à 85 % du SMIC. Cette mesure, c'est une simple exigence d'humanité. Ce doit être une exigence incontournable d'une société qui place l'humain d'abord.

Cela suppose d'aborder le fond du financement de ce régime pour garantir sa pérennité en visant l'instauration d'une cotisation nouvelle sur les revenus financiers et institutions financières du secteur agricole et agroalimentaire.

C'est une mesure de justice quand certaines transnationales de la distribution ou certains géants du secteur bancaire et assurantiel réalisent des milliards d'euros de bénéfices nets annuels, grâce aux efforts passés des retraités, ou sur le dos des agriculteurs actuels.

## INTERVIEW :

### GUY SOULAGE

vice-président de l'ANRAF (Association nationale des retraités agricoles de France )  
président de l'ADRA (Association départementale des retraités agricoles) du Lot-et-Garonne

*Guy Soulage, que représente et défend l'ADRA ?*

L'ADRA est présente dans son rôle associatif de protection et de défense des retraités agricoles non salariés. Plus que jamais notre association doit jouer un rôle offensif. Notre Sécurité sociale, qui a été mise en place à la Libération sur la base de principes mutualistes et de prévoyance, est unique au monde. Cet ensemble doit être conforté. Il doit répondre aux nouvelles attentes et couvrir de nouveaux besoins.

L'état et le gouvernement se livrent à un véritable démantèlement de notre régime social afin qu'il devienne une coquille vide livré aux spéculateurs. Il se profile une rupture conduisant à la logique assurantielle privée, soit disant plus simple et économique. En réalité, ce principe nous ramène à la logique qui prévalait avant la mise en place de la sécurité sociale. C'est un grave danger surtout pour les classes modestes dont nous faisons partie.

Nous avons tous en mémoire la phrase célèbre du président sortant Nicolas Sarkozy, reconnaissant notre situation, et de déclarer « votre situation est indigne, je ferais tout pour y remédier » et d'ajouter par ailleurs « je suis le président du pouvoir d'achat ». Cinq ans se sont écoulés et la situation s'est globalement dégradée. La crise a bon dos car je crois bien qu'elle n'a pas atteint tout le monde de la même façon. Nous avons le souvenir de la réforme ou plutôt, de la contre réforme des retraites de l'automne 2010, qui nous laisse un goût amer.

*Quelles sont vos ambitions pour l'avenir des retraites agricoles ?*

L'année 2012 est celle d'un grand débat démocratique auquel le peuple français est appelé à prendre part. Il en découlera des choix à retenir en élisant un chef de l'État et des parlementaires au moins pour les 5 ans à venir. Il est temps de remettre à l'ordre du jour la bataille pour le droit à une retraite digne des agriculteurs. Avec l'ANRAF nous menons une campagne de rencontres, d'échanges, de réflexions sans précédent avec les candidats.

Nous revendiquons avec force une retraite décente au-dessus du seuil de pauvreté, aujourd'hui de 954 euros/mois, c'est-à-dire 1000 euros indexé au minimum pour tous, chef d'ex-



ploitation, conjoints, aides familiaux, tout de suite.

Il est aussi nécessaire de revoir le système fiscal en supprimant la CSG (Contribution sociale généralisée) et le CRDS (Contribution au remboursement de la dette sociale) pour les retraités exonérés de l'impôt sur le revenu, et que l'aide au handicap et à la dépendance soient des risques gérés par la MSA (mutuelle sociale agricole)

*Qu'attendez-vous des prochaines élections présidentielle et législatives ?*

La réaction de certains candidats laisse planer le doute sur leur volonté de faire évoluer les recettes indispensables pour permettre de s'engager favorablement. Nous leur recommandons de l'audace pour mettre en cause la domination financière et les dogmes libéraux. Nous leur demandons des engagements, écrits, signés de leur part.

Naturellement, il n'appartient pas à une association comme l'ADRA, de part sa nature, ses statuts, son caractère nécessairement pluraliste, de prendre position en faveur de tel ou tel candidat ou de tel ou tel programme proposé, hormis celui nous concernant.

Je souhaite que soit mis en place un président et des députés qui rejettent l'idée fort répandue que nous sommes des citoyens privilégiés pourvus de biens et de revenus suffisants pouvant se passer de pension de retraite. Il est grand temps d'effacer ses images et pensées absurdes, de rétablir la réalité.

300M

**411 euros/mois**, soit 5 008 euros, est le montant moyen annualisé pour les retraités agricoles.

**704 euros/mois**, 8 458 euros annuels, est la pension moyenne des anciens chefs d'exploitations avec une retraite complète.

**1 673 121 retraités** relèvent du régime des non salariés agricoles en métropole. La branche « retraités non salariés » s'élève à 8,6 milliards d'euros.

**18 %**, c'est le financement professionnel du régime spécifique des non salariés agricoles. 82 % sont les autres sources de financements qui proviennent, des différents transferts entre organismes de sécurité sociale et des contributions publiques.

sources MSA - 2ème et 3ème trimestre 2011

## ACTIVITÉS DE LA COMMISSION

### MERCREDI 21 MARS

Assemblée citoyenne à Commarin en Côte d'Or (21), avec la participation de Jean-Pierre Boinon (commission Agriculture, pêche, forêt du PCF)

### VENDREDI 23 MARS

Assemblée citoyenne à Donzy dans la Nièvre(58), avec la participation de Jean-Pierre Boinon (commission Agriculture, pêche, forêt du PCF)

### MERCREDI 28 MARS

Délégation PCF : Xavier Compain (responsable national du PCF en charge de Agriculture, pêche, forêt du PCF) et Michel Passet (secrétaire départemental PCF de l'Hérault) au congrès de la FNSEA

### JEUDI 29 MARS

Assemblée citoyenne à Ploëuc sur lié dans les Côtes d'Armor (22) : *Quel développement agricole et alimentaire ?* avec la participation de Xavier Compain (responsable national du PCF en charge de Agriculture, pêche, forêt du PCF)

### VENDREDI 30 MARS

Assemblée citoyenne à la Maison des Associations de St Laurent du Pont dans les Landes (40) : *Agriculture et forêt: nos atouts pour demain*, avec la participation d'Ambroise Mazal (commission Agriculture, pêche, forêt du PCF)

### SAMEDI 31 MARS

Festival *Le piment rouge* au Percy en Trièves dans l'Isère (38). Débat : *Quelle agriculture, quels circuits de distribution ?*, avec la participation d'Ambroise Mazal (commission Agriculture, pêche, forêt du PCF)

### LUNDI 2 AVRIL

Assemblée citoyenne à Nyons dans la Drôme (26) avec la participation de Eric Coquart (commission Agriculture, pêche, forêt du PCF)

### JEUDI 5 AVRIL

Assemblée citoyenne à Belle-isle en terre dans les Côtes d'Armor (22) avec la participation de Xavier Compain

### VENDREDI 6 AVRIL

salle des Cèdres - Mallemoisson (Alpes de Haute Provence), Assemblée citoyenne : *Produire et consommer autrement, l'Humain d'abord !* Avec la participation d'Ambroise Mazal (commission Agriculture, pêche, forêt du PCF)

### JEUDI 12 AVRIL

Journée d'action sur l'agriculture et l'alimentation à Allasac en Corrèze. Ateliers législatifs : *Agriculture, sortir des pesticides, quelles alternatives, quelles propositions législatives ?*

### VENDREDI 13 AVRIL

Rencontre à la ferme à Saint-Gervais (86) dans la Vienne. Assemblée citoyenne à Scorbe Clair (86), ensuite à Adriers (86) avec la participation de Xavier Compain

### mardi 3 et mercredi 4 avril

Journée de rencontre et d'audition au siège de campagne du Front de gauche.  
Rendez-vous avec l'ANIA (Association nationale des industries agroalimentaires), l'APLI (Association des producteurs de lait indépendants), la FNE (France nature-environnement), Coop de France, nutrition animale.